

Révolution Sociale



SEPTEMBRE 2023

nouveaupartianticapitaliste.fr

NI DIALOGUE SOCIAL, NI PROVOCATIONS RACISTES : POUR UNE RENTRÉE DES LUTTES !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

LA GUERRE SOCIALE QU'ILS NOUS MÈNENT

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

NI PROVOCATIONS RACISTES, NI DIALOGUE SOCIAL

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.



Revolution.sociale.npa



Révolution sociale - militant.e.s du
secteur social du NPA



Brèves



A OCELLIA, APRÈS 3 MOIS DE MOBILISATION MAJORITAIRE : DES PREMIÈRES VICTOIRES À PÉRENNISER ET GÉNÉRALISER :

Un poste de coordo pour aider la recherche et le suivis des stages, la direction a reconnu la banalisation des cours lors du mouvement, un budget débloqué pour le dispositif H+, la restauration au tarif CROUS pour les étudiant.es payant la CVEC.

Évidemment, la direction générale de l'école tente de revenir sur le droit de grève, de le conditionner et maintient sa politique d'infantilisation. Elle annonce vouloir sanctionner tout étudiant.e absent au delà de 5%, même justifié (ce qui dans certaines formations représentent moins de 20h).

La nouvelle "directrice de transition" est spécialiste de la gestion de crise. Rassurez-vous, il n'y a pas de crise à Ocellia, seulement des étudiant.es qui prennent conscience de leur force collective ! C'est elles et eux qui travaillent et étudient, c'est donc à elles et eux de décider !

La lutte des travailleuses et travailleurs en formation d'Ocellia est soutenue et continue à inspirer bien au delà de Grenoble, c'est possible de gagner des postes et de défendre ses droits !

ACCEDER A SES DROITS, C'EST AUSSI UN BUSINESS !

C'est environ un tiers des potentiels bénéficiaires des allocations chômage, du RSA ou d'autres aides sociales qui ne les perçoivent pas. Entre autres raisons le manque de moyens programmé des différents organismes concernés et la complexité des démarches à effectuer.

C'est l'occasion pour des « entrepreneurs » de faire du fric sur le dos des publics en question. Le site mesallocs.fr, par exemple, propose une simulation des aides possibles puis un « accompagnement » payant pour effectuer les démarches. Peu importe que cette pratique soit illégale (art 554-2 du code de la sécurité sociale).

A ANAIS COMME AILLEURS, LE TRAVAIL TUE !

La fondation Anais a connu en trois ans le suicide de deux collègues sur leur lieu de travail. Tout deux syndiqués, ils ont mis fin à leur jour en lien avec leur condition de travail en dénonçant un management toxique. Non le social n'est pas à l'abri des pires biais du capitalisme avec mise en concurrence, attente de rentabilité et dénigrement des salarié.es.

Face aux décès de nos deux collègues une marche noire a été organisée à Tours, plus de 250 personnes y étaient présentes afin de dénoncer la mise en danger des professionnel.les comme des personnes accompagnées.

La seule solution face à la violence de cette société c'est d'y mettre fin, en combattant collectivement les attaques de la classe dominantes.

Toute notre solidarité aux familles de Eric et de Luc.

LES SERVICES DU RSA EN GRÈVE POUR LEURS SALAIRES!

Les employé.es des Espaces d'Insertion Parisiens, ne se laissent pas bernier comme ça. Devant le refus de la mairie de leur verser la prime segur de 189€ par mois, alors qu'une partie de leurs collègues la perçoivent, ils et elles ont répondu par la grève: Trois demi journées d'arrêt du travail pour commencer, décidées en assemblée générale. L'ensemble des EPI s'est mobilisé fin juin et prévoit de poursuivre le bras de fer en organisant une AG en septembre, appelant les autres services concernés à les rejoindre.

A l'heure où l'inflation nous étrangle, la mairie socialiste ne daigne pas répondre aux besoins de ses employées, en majorité des femmes dans ce cas précis. Féminisme et socialisme se vérifient dans les faits, et on en est très loin avec Hidalgo et son équipe.

Mais les grèves pour les salaires fleurissent partout, et il faudrait une lutte d'ensemble pour un rapport de force qui oblige tous les patrons, du privé comme du public, à mettre la main à la poche !



Contacte nous sur Facebook, insta ou par mail :

travailsocial.npa92@protonmail.com